

[Texte]

There are also enormous problems with trying to remove the regressivity of a sales tax by the use of a refundable sales tax credit. The committee has gone over all of those, and I will not repeat them. My basic point is that it just makes no sense, if you want to help poor people, to tax them with a regressive tax and then try to remove the regressivity with a refundable sales tax credit.

I might just mention that I was actually in Australia four or five years ago, working on their white paper on tax reform, where they were proposing a similar kind of tax-mix shift—that is, enacting a broadly based consumption tax at the federal level—and the unions and social welfare groups all opposed it. Their main concern was that it is true you can remove some of the regressivity of a consumption tax with a refundable credit, but the problem is that the refundable credit remains very visible, while people forget about the fact that for poor people it is just a wash. You increase their taxes and then refund some of it to them. The refund remains visible, the tax remains invisible, and pressures are reduced on government to enact other programs that might enhance the welfare of low-income people, because everyone sees this large credit they are getting and forgets about the increase in . . .

So one advantage is the fairness. Secondly, I argue that the macro-economic effects are much better raising the revenues from the income tax rather than the consumption tax. You avoid all the administrative and compliance costs. You avoid all the federal-provincial problems.

Finally, and this is a conceptual point, but I will make it anyway, the goods and services tax reforms the government is proposing are actually increasing revenues by \$3 billion. Under the income tax alternative we actually reduce tax revenues by \$4 billion.

My final concern with it is that it simply puts in place for the federal government a vastly expanded and lucrative source of a new regressive tax instrument, and it seems to me a time when income inequality is increasing in Canada is not the time to change the tax system and put in place in effect a more regressive structure for collecting revenues.

[Traduction]

même régressives. Même si l'on considère ce crédit d'impôt remboursable comme un remboursement de taxes, les citoyens à faible revenu paieront environ 4,1 p. 100 de leur revenu en taxes fédérales sur les produits, tandis que les citoyens à revenus élevés paieront 3,1 p. 100 et même moins dans le cas des gens qui ont un revenu vraiment élevé.

L'élimination de la régressivité d'une taxe de vente par un crédit d'impôt remboursable présente d'énormes problèmes. Le Comité s'est déjà penché sur ces problèmes, et je ne vais donc pas les énumérer. Mon argument essentiel, c'est qu'il est absurde, quand on veut aider les pauvres, de les frapper d'une taxe régressive, pour essayer ensuite d'éliminer cette régressivité à l'aide d'un crédit d'impôt remboursable.

Je signale en passant que j'ai séjourné en Australie il y a quatre ou cinq ans, pour travailler à l'élaboration du Livre blanc sur la réforme fiscale de ce pays. On proposait alors une réforme fiscale du même ordre, consistant à introduire au niveau fédéral une taxe à la consommation ayant une très large assiette, et les syndicats et les groupes sociaux s'y sont catégoriquement opposés. Leur principal argument était le suivant: il est vrai, disaient-ils, que l'on peut atténuer la régressivité d'une taxe à la consommation à l'aide d'un crédit d'impôt remboursable, mais le problème est que le crédit remboursable demeure très visible, tandis que les gens ont tendance à oublier que pour les pauvres, ce n'est qu'un pis-aller. On augmente leurs taxes pour leur en rembourser ensuite une partie. Le remboursement est bien visible, mais la taxe demeure invisible, et les pressions qui s'exercent sur le gouvernement pour qu'il introduise d'autres programmes visant à favoriser le bien-être des classes défavorisées ont tendance à diminuer, car tout le monde a les yeux braqués sur l'important crédit que l'on verse aux pauvres, et l'on oublie l'augmentation de taxes dont ils sont frappés.

Le premier avantage est donc l'équité. Deuxièmement, je soutiens que les répercussions macro-économiques sont beaucoup plus favorables si l'on tire les recettes de l'impôt sur le revenu plutôt que de la taxe à la consommation. On évite ainsi tous les coûts administratifs et de mise en oeuvre d'une telle taxe. On évite aussi tous les problèmes fédéraux-provinciaux.

Enfin, mon dernier argument est d'ordre théorique, mais je vais vous le présenter quand même. La taxe sur les produits et services que propose le gouvernement entraînerait une augmentation des recettes de trois milliards de dollars. La solution que nous proposons, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu, réduirait les recettes fiscales de quatre milliards de dollars.

Ma dernière inquiétude est que cette réforme mettrait simplement à la disposition du gouvernement fédéral un nouvel outil fiscal régressif extrêmement vaste et lucratif et, me semble-t-il, qu'alors que l'inégalité des revenus s'accroît au Canada, le moment est mal choisi pour modifier le régime fiscal et mettre en place un régime encore plus régressif.